

SUITE *Daneau de Laroque*
DES REFLEXIONS
LIBRES
ET DÉSINTERESSÉES.

OU

PROBLÈME POLITIQUE
SUR LE PARTI QUE DOIVENT PRENDRE
les Hollandois & les autres Souverains de l'Europe
Alliés du Roi GEORGES,

*Touchant l'envoi d'un secours de Troupes que ce Prince leur demande
dans les circonstances présentes.*

TRADUIT DE L'ANGLOIS.

A CARLISLE.

1746.

Suite.

SUITE
DES REFLEXIONS

LIBRES

ET D'ESTIMATIONS

OU

PROBLEME POLITIQUE

SUR LE PARTI QUE DOIVENT PRENDRE

LES HOLLANDEIS DE LA PART DES

ANGLOIS

PAR M. DE LAUNAY, SEIGNEUR DE LAUNAY

ET DE LAUNAY, SEIGNEUR DE LAUNAY

PAR M. DE LAUNAY, SEIGNEUR DE LAUNAY



A. CARLISLE

1744

BRITISH MUSEUM

S U I T E DES REFLEXIONS

LIBRES ET DÉSINTERESSÉES,

o v

PROBLÈME POLITIQUE

SUR LE PARTI QUE DOIVENT PRENDRE
les Hollandois & les autres Souverains de l'Europe
Alliés du Roi GEORGES :

*Touchant l'envoi d'un secours de Troupes que ce Prince leur
demande dans les circonstances présentes.*

JE ne sçaurois, Monsieur, que vous remercier du commerce de lettres que vous voulez entretenir avec moi pendant tout le tems de votre députation. J'en tirerai ce double avantage de profiter de vos Reflexions politiques, & d'y trouver des sujets graves de méditation, dont vous sçavez que les personnes confinées à la campagne ont plus grand besoin que les autres, pour pouvoir charmer l'ennui de leur solitude. L'amitié qui nous unit, me dispense de vous faire compliment sur la solidité de vos raisonnemens. Mais je crois ne pouvoir mieux vous marquer le cas que j'en fais, qu'en vous priant d'interrompre pour quelques jours la suite des Reflexions que vous avez commencé à m'envoyer sur les droits respectifs des Princes Competiteurs de notre Couronne, pour me donner la solution d'un Problème politique qui me roule dans la tête depuis quelque tems. Je ne me sens point en état de le résoudre avec la même précision que vous. La connoissance que vous avez acquise des intérêts des Princes, l'étude continuelle que vous faites de la constitution de notre Gouvernement, & sur-tout l'application avec laquelle vous ap-

Suite.

A

profondissez

profondissez l'étendue & les obligations de nos alliances étrangères, me persuadent que je ne sçaurois mieux m'adresser pour lever les difficultés qui m'embarrassent. Elles roulent sur l'envoi prochain d'un corps de Troupes étrangères dans notre Royaume, dont le Roi *Georges* sollicite vivement le départ auprès des Princes ses Alliés. L'interruption que je vous propose ne sera pas de longue durée. Il vous sera libre de continuer l'ordinaire prochain le sujet que vous avez entamé. D'ailleurs la question que j'ai à vous proposer, n'est pas étrangère à celle que vous traitez. Il me semble même qu'elle y a un rapport si immédiat, qu'elle doit nécessairement entrer dans le plan que vous vous êtes formé. Ainsi ce n'est que prévenir de quelques jours un examen que vous auriez indubitablement fait dans la suite. La discussion des droits des Prétendants à notre Trône n'est que de simple spéculation; au lieu que le point que je propose aujourd'hui à vos Reflexions, est de pratique. Le cas est d'ailleurs si pressant, qu'il ne sçauroit se remettre à un autre tems sans quelque danger pour notre Nation. Tous ces motifs me font espérer que vous m'accorderez aisément le pardon d'une curiosité qui ne sçauroit venir plus à propos. Vous allez en juger par l'exposition simple du Problème qui m'embarrasse, & des vives allarmes dont je suis agité. Le voici tel que je l'ai conçu.

A l'occasion du parti que vient de prendre la Nation Ecoissoise de rétablir sur son Trône le Fils légitime du Roi *Jacques*, le Roi *Georges* possesseur actuel de la Couronne des *Stuarts*, a fait demander aux Hollandois un secours de Troupes, suivant les prétendues conventions de certains Traités d'alliance. Il a porté encore plus loin ses précautions, & s'est adressé, à ce qu'on dit, aux Rois de Suede, de Danemarck, de Pologne, & même jusqu'à la *Czarine*, pour en obtenir un semblable secours, en vertu des Traités faits avec ces Puissances. Les Hollandois n'ont pas été lents à témoigner leur zèle pour les intérêts de la Maison de *Brunswick-Hanovre*. Sur le champ ils se sont déterminés à envoyer le contingent qu'on leur demandoit. Mais comme ils n'avoient point un corps de Troupes tout prêt, ou pour mieux dire, ne voulant point affoiblir l'Armée qu'ils avoient prêtée à la Reine de Hongrie, ils ne se sont pas fait un scrupule d'envoyer dans notre Isle, les Troupes qui en vertu de la Capitulation de *Tournay*, ne devoient faire aucune fonction militaire pendant l'espace de dix-huit mois. Une pareille conduite mériterait des reflexions dont

dont vous aurez la bonté de me dispenser. Je laisse ce soin aux Ecrivains François, qui ne manqueront point de venger la *Bonne-foi* de l'outrage qui vient de lui être fait. Je me contente de remarquer que ce n'est point par inadvertance qu'ils ont fait un pareil choix de Troupes. Les représentations vives & réitérées de SA MAJESTÉ TRÉ'S-CHRE'TIENNE auroient dû les faire rentrer en eux-mêmes. Mais elles n'ont fait sur eux aucune impression. Leur zèle ardent pour la cause du Roi *Georges*, l'a emporté sur toutes sortes de considérations; & pour en donner une marque plus éclatante, ils ont crû qu'il falloit donner à l'Europe étonnée l'exemple scandaleux de la plus manifeste violation des Traités les plus solennels. L'envoi d'un corps ordinaire de Troupes ne leur a point paru un objet assez frappant, ni un témoignage assez distinct de leur passion pour ce Prince. Pour ne laisser sur ce point aucun doute, ils se sont fait un plaisir de faire sentir à tous les Peuples, que toutes les fois qu'il s'agiroit des intérêts personnels de ce Roi, les Loix les plus sacrées ne leur seroient plus rien, & qu'ils sçauroient bien les éluder par des distinctions arbitraires; dût-il leur en coûter la perte de cette réputation de *Bonne-foi*, qu'ils ont toujours fait sonner si haut. Certainement si les Hollandois n'avoient envisagé que les avantages de notre Nation dans cet envoi si prompt de leurs Troupes, nous devrions leur sçavoir gré d'avoir bien voulu se couvrir d'une ignominie inévitable pour nous rendre service. Mais comme il n'est pas encore évident s'il en reviendra quelque utilité à notre Royaume, ils nous permettront de suspendre nos actions de graces jusqu'à ce que les suites nous aient appris les motifs de leur bonne volonté. Voilà pour ce qui regarde les Hollandois.

Les autres Souverains sollicités par le Roi *Georges*, n'ont véritablement pas été si prompts à se déterminer. Ils ont jugé qu'une démarche de cette importance méritoit de sérieuses réflexions. Il paroît du moins que jusqu'à présent ils ont borné leur réponse à une simple promesse d'exécuter avec fidélité leurs engagemens: & ainsi par la maturité de leurs délibérations, ils nous ont fait connoître qu'ils avoient plus de flegme que la Nation qui passe pour la plus flegmatique de toute l'Europe. Cependant, comme les nouvelles publiques nous annoncent que ces Princes alliés du Roi *Georges* sont sur le point de lui accorder les secours qu'il demande, & qu'il est visible qu'il n'en peut résulter que de très-fâcheux inconveniens pour la Nation Britan-

nique, trouverez-vous mauvais que je dépose en votre sein les justes sujets de crainte qui me troublent ? Ces allarmes ne me sont point particulières ; sans doute qu'elles sont communes à tous ceux qui s'intéressent au repos & à la tranquillité de nos Provinces. Je ne doute pas même que vous ne les ressentiez encore plus vivement que moi, parce que vous êtes capable d'en mieux prévoir toutes les conséquences. Quoiqu'il en soit, je vais vous les exposer telles que je me les représente, avant que d'en venir au Problème qui fait le sujet de cette Lettre.

Je ne sçaurois comprendre qu'on puisse envisager de sang froid cette inondation de Troupes étrangères, & qu'on ne soit pas frappé des terribles malheurs qui nous menacent. Quoi ! notre Pays va donc devenir le théâtre de la Guerre, la proie des Soldats étrangers, & le champ de bataille où la plupart des Peuples de l'Europe vont se donner rendez-vous pour s'entretuer ? N'avions-nous pas assez de nos divisions intestines ? Etoit-il nécessaire de les augmenter par l'introduction de tant de Nations différentes ? Dans peu les Danois, les Goths, les Saxons, les Russes, peut-être même les Cosaques & les Tartares sujets de la Moscovie, Peuples accoutumés à ne vivre que de brigandage : que dis-je ? peut-être même les *Pandoures* de la Reine de Hongrie, vont venir désoler tour à tour nos riches Campagnes. Je vous l'avouerai ingénument, je ne me sens pas assez de force d'esprit pour ne pas frémir à la vûe des ravages & des désolations qui me paroissent inévitables.

Car enfin pouvons-nous croire que si tous ces Peuples, si différents de nous de mœurs, de religion & de langage, viennent une fois à mettre les pieds dans nos fertiles contrées : s'ils y ont une fois goûté les douceurs d'une abondance que la Nature a refusée à la rigueur de leur climat : pouvons-nous croire, dis-je, qu'il nous sera aussi facile de les congédier que de les introduire ? N'est-il pas visible au contraire que l'attrait de nos richesses, & les aises qu'ils goûteront parmi nous, leur fourniront mille prétextes pour ne pas s'en priver si-tôt ? Voulez-vous un exemple bien sensible de la difficulté qu'il y a à se débarrasser des Troupes étrangères, lorsqu'on a eu la facilité de les admettre dans le cœur d'un Pays ? Rappelez-vous ce qui s'est passé de notre tems en Pologne de la part des Moscovites. Le Roi *Auguste*, Pere du Roi de Pologne aujourd'hui regnant, avoit dans des circonstances presque pareilles à celles du Roi *Georges*, fait venir dans

dans le centre de son Royaume un essain de Moscovites , sous le spécieux prétexte de se maintenir dans la possession de sa Couronne. Il se fondeoit pour une pareille entreprise sur des Traités d'alliance semblables à ceux dont le Roi *Georges* veut aujourd'hui faire usage. Ces nouveaux hôtes se trouverent si bien dans ce Pays beaucoup plus fertile que le leur , qu'on eut toutes les peines imaginables à s'en défaire. Quoiqu'après la défaite du Roi de Suede , & sa retraite en Turquie , ce secours parût désormais inutile , sur-tout le Roi *Auguste* ayant été rétabli dans la possession de son Trône ; cependant sous divers prétextes , ou simulés , ou concertés avec ce Roi , il fut impossible d'engager le Czar *Pierre* à rappeler ses Troupes , pour laisser à la Pologne la douce liberté de jouir d'un heureux calme après une si longue suite d'agitations différentes. Tantôt c'étoit le motif plausible de bien affermir la domination du Roi nouvellement rétabli. Tantôt c'étoit la crainte de la continuation des troubles , qui ne leur paroissent pas encore bien apaisés. Quelquefois c'étoit des arrerages de contributions dont on prétendoit le paiement en qualité de Troupes auxiliaires : d'autres fois c'étoit la conclusion indécise d'un Traité de paix & d'alliance. En un mot , les prétextes ne manquerent jamais pour se maintenir pendant plusieurs années dans la prérogative de vivre grassement aux dépens des pauvres Habitans de Pologne & de Lithuanie. Enfin , lorsqu'après des cris réitérés & de pénibles efforts , on fut parvenu à obtenir la retraite de ces incommodes Alliés , leur sortie se fit avec tant de lenteur , avec des pauses , des haltes & des remises si fréquentes , qu'ils eurent tout le tems de consumer les tristes restes de ce qu'ils ne purent point emporter. Par là on eut lieu de se convaincre que ce n'étoit pas tant par déference pour les justes plaintes des Polonois qu'ils se retiroient , que par l'impuissance de subsister plus long-tems dans un Pays que leurs vexations avoient entièrement épuisé.

Un exemple de si fraîche datte n'a-t'il pas de quoi nous faire trembler ? Car après tout à quoi ne devons-nous point nous attendre , si non-seulement les Moscovites viennent nous donner les mêmes leçons de patience qu'aux Polonois ; mais encore si les Polonois eux-mêmes viennent chez nous mettre en pratique les grands exemples de rapine que ceux-là leur ont donné ? Si les Suedois qui ont à se refaire des longues pertes essuyées sous le regne de leur dernier Roi , cherchent à s'en dédommager à nos dépens ?

dépens ? Si les Saxons à qui la bonté de notre pays inspira autrefois le dessein d'abandonner leur Patrie , pour se transplanter dans nos Provinces après en avoir fait la conquête , trouvent qu'elles valent encore la peine d'y faire de nouveaux établissemens ? Si les Danois dont nos côtes ont autrefois si souvent éprouvé les ravages , viennent à reprendre l'habitude de s'enrichir à nos dépens ? Ce sera encore bien pis , si ces Peuples féroces & indisciplinables que la Reine de Hongrie employe contre toutes les loix de la Guerre , pour porter l'effroi & la désolation chez tous ceux dont elle veut se venger , viennent par ses ordres nous apprendre le devoir d'une obéissance aveugle aux moindres vellétés du Roi *Georges*. Si chacune de ces Nations prises séparément est capable de nous effrayer , que sera-ce lorsque réunies toutes ensemble , elles ne nous laisseront ni l'espérance de pouvoir leur résister , ni la liberté de porter nos plaintes de leurs déprédations ? On aura beau dire qu'on leur fera observer une exacte discipline. Qui ne sçait que ces sortes de promesses sont presque toujours sans effet ? Pendant la durée de la guerre , qui donne occasion de se croire tout permis , on alléguera pour excuse l'indispensable nécessité de faire subsister les Troupes ; & quelques justes que soient nos plaintes , on se contentera de les adoucir par l'espérance d'un plus doux traitement après la fin des troubles. Si la guerre se termine heureusement pour le Roi *Georges* , toute la satisfaction que nous pourrions obtenir , se bornera à une espérance vague d'une prompte délivrance de ces hôtes dangereux , ou tout au plus à quelques exemples rares de sévérité , qui ne répareront point les dommages soufferts , & ne préviendront point ceux que nous aurons à craindre.

Mais supposons que nos cris soient écoutés , & qu'on ait égard à nos plaintes ; supposons que pour y satisfaire , on nous donne une parole positive d'un prompt renvoi de ces Troupes étrangères ; croyez-vous , Monsieur , qu'elles se presseront de se retirer , & qu'elles nous donneront au plutôt la douce consolation de nous en voir délivrés ? Pour moi je n'en crois rien ; & ce qui me le persuade , c'est l'expérience des Peuples qui se sont trouvés dans de pareils embarras. Les Officiers qui se trouvent à leur aise dans des quartiers abondans , ne manquent jamais de prétexte pour les prolonger , & la situation même de notre Pays leur en fournira de très-plausibles. Des arrérages de subsides ou de contributions à recouvrer , la difficulté des chemins , l'insuffisance
des

des charrois, la contrariété des vents, le défaut d'un nombre suffisant de Vaisseaux pour le transport, la crainte de quelque embuche ou de quelque insulte de la part des Vaisseaux ennemis, l'attente de nouveaux ordres de leurs Princes, & mille autres excuses semblables leur fourniront des raisons spécieuses pour différer leur embarquement. On ne quitte jamais qu'à regret des contrées fertiles & abondantes en richesses, lorsqu'il faut les échanger contre des climats rigoureux & des pays ingrats & stériles.

Mais quand même ces Troupes étrangères se porteroient d'elles-mêmes à vider bien-tôt notre Pays, qui sçait si le Roi *Georges* se hâtera de leur donner leur congé? S'il les a crûes nécessaires pour s'assurer la possession de sa Couronne, ne pourroit-il point aussi les croire utiles à l'affermissement d'un pouvoir despotique? L'expérience de tous les tems nous a appris que les Princes dont l'autorité est bornée par les Loix, & par un Conseil pris du corps de la Nation, cherchent par toute sorte de moyens à s'affranchir de ce joug. Notre Histoire même nous en fournit quantité d'exemples, sur-tout pendant la guerre des Barons. Si des Princes nés au milieu de nous, & élevés dans la pratique de nos usages, ont porté si impatiemment le frein de nos franchises & de nos libertés, combien doit-il paroître plus insupportable à un Prince tel que le Roi *Georges*, qui accoutumé dès sa naissance à un empire absolu sur ses Sujets Allemands, ne peut regarder qu'avec dédain les bornes que nos Loix mettent au despotisme de nos Princes? L'occasion que lui fourniront ces Troupes étrangères de se délivrer d'une contrainte incommode, lui paroîtra trop favorable pour n'en pas profiter. Ces Troupes bien payées & mises à leur aise dans des quartiers excellens, lui prêteront volontiers leurs bras pour l'exécution d'un dessein qui ne les interesse en rien. Que leur importe en effet que la Nation Britannique soit libre ou esclave; qu'elle subisse le joug comme la plûpart des autres Peuples, ou qu'elle se gouverne selon ses Loix particulieres? Tout cela leur est assez indifférent; & pourvu que leur solde coure long-tems & soit exactement payée, elles donneront avec plaisir les mains à tout ce que voudra entreprendre un Prince si liberal à leur égard. Que sçait-on même si appuyé de tels secours, le Roi *Georges* n'en viendra point à cet excès que de faire passer dans nos Isles les Troupes de son Electorat, pour s'en servir à aggraver notre joug? Ce n'est point
sans

sans fondement que je hazarde un tel motif de crainte. Il a bien trouvé le secret de nous les faire prendre à notre solde pendant deux ans ; & elles y seroient encore , si les cris réitérés de la Nation ne l'avoient , pour ainsi dire , forcé à en décharger notre caisse militaire , pour les remettre sur le compte de la sienne. Qui osera se promettre de lui dans la suite une pareille complaisance ; lorsque soutenu d'une Armée étrangère , il nous fera voir à tout moment un glaive toujours dégainé , & sans cesse prêt à nous frapper. Quant à moi , Monsieur , je l'avoue franchement , je ne sçauois revenir de ma surprise , qu'une Nation aussi jalouse de sa liberté que la nôtre , soit parvenue par degrés jusqu'à ce point d'insensibilité & d'aveuglement que de ne pas appercevoir les chaînes dont on la menace ; & qu'au lieu de les prévenir , elle se dispose à prêter de bonne grace ses bras aux fers dont on veut la charger.

S'il est donc vrai , ou du moins vraisemblable que le Roi *Georges* ne se pressera point de renvoyer les Troupes étrangères , lors même que par leur moyen il sera parvenu à ses fins , que nous reste-t'il à attendre qu'une continuité non interrompue de calamités & de désastres ? Il ne pouvoit jamais nous donner une marque plus éclatante du dessein où il est de nous subjuguier. Un Prince qui porte la prévention contre ses Sujets jusqu'à se méfier de leur fidélité , & qui pour n'en laisser aucun doute , prend la précaution de confier à des Etrangers la défense de sa cause , ne peut avoir contre eux que de sinistres intentions. Or peut-on douter de cette méfiance du Roi *Georges* après la démarche qu'il vient de faire ? Car enfin si ses Peuples ne lui étoient point devenus suspects , leur auroit-il fait l'injure de leur préférer des Etrangers pour se maintenir dans la possession de sa Couronne ? S'il est aussi persuadé qu'il le veut paroître , de la justice de son droit ; s'il porte notre Sceptre par le suffrage libre des Peuples de la Grande-Bretagne ; s'il croit avoir acquis le cœur de ses Sujets par la douceur de son gouvernement , & par l'incontestable validité de ses prétentions ; qu'a-t'il besoin de tant d'Alliances , de tant de Traités de confédération & de garantie pour se soutenir ? Ne trouvera-t'il pas dans la bravoure & dans la fidélité de ses Peuples un appui plus certain que dans tout ce bruyant appareil de Troupes étrangères ? La valeur de nos Soldats n'a jamais été révoquée en doute. Nos Ennemis même leur rendent un témoignage qui ne sçauroit être suspect.

Ainsi ,

Ainsi, disons-le avec confiance, un affront si sanglant fait ou à leur courage, ou à leur fidélité, tant de précautions, tant de mesures prises de longue main pour se conserver dans l'auguste Dignité qu'il occupe, tant de Traités de subsides, tant de Troupes étrangères soudoyées à nos dépens, tant d'Alliances faites à l'insçu & sans la participation de la Nation, sont autant de marques de sa méfiance, & autant de preuves manifestes de l'incertitude de ses droits.

En effet, si le Roi *Georges* avoit lieu de se flatter de la justice de sa cause, pouvoit-il mieux faire que de la remettre entre les mains de ses Sujets, & de leur en confier la défense ? Le Prince compétiteur de sa Couronne venoit de lui en donner l'exemple. Ce n'étoit ni par le secours des Troupes étrangères, ni par des Traités de confédération & de subsides, qu'il s'étoit présenté à la Nation *Ecossoise* pour se faire recevoir. Il n'avoit fait que réclamer leur justice & leur fidélité. Voilà les seules garanties qu'il avoit exigées, & qui lui ont obtenu une obéissance & plus prompte & plus sincère que celle qu'il auroit pû espérer de tous les appuis étrangers. Si le Roi *Georges* avoit eu la même confiance en la bonté de sa cause, n'auroit-il pas pris une voye si simple & si naturelle pour animer ses Sujets à sa défense ? Au lieu de ces secours dangereux, n'auroit-il pas dû s'adresser à son Peuple, & lui dire : *C'est par votre libre suffrage que je regne sur vous : vous m'avez appelé à votre Trône, & je l'ai accepté dans la vûe de vous rendre heureux. Il se présente un Compétiteur qui prétend me disputer la possession de votre Couronne. Il s'en rapporte à votre jugement, & de mon côté je veux bien m'y soumettre, dans la ferme persuasion que cette même justice qu'il réclame de votre part en sa faveur, ne sçauroit se déclarer que pour moi. Ma Royauté est votre ouvrage : elle vous interesse autant & plus que moi-même ; ainsi j'en remets la défense entre vos mains, bien convaincu que je ne sçaurois trouver nulle part un appui plus assuré que celui que votre valeur & votre fidélité me font justement espérer de vous.*

Tel ou semblable auroit dû être le langage d'un Prince qui auroit eu un juste sujet de confiance en la bonté de sa cause & en la fidélité de ses Sujets. La révolte prétendue des *Ecossois*, (puisqu'il plaît au Roi *Georges* de qualifier ainsi leur prise d'armes,) ne devoit pas l'allarmer jusqu'à ce point que de mettre tout le Nord de l'Europe en mouvement pour en arrêter le progrès. Il n'avoit qu'à s'en reposer sur son Peuple ; & si ses droits étoient

Suite.

B

aussi

aussi constans qu'il le prétend, ce Peuple fidèle l'auroit bien-tôt rassuré contre des allarmes prises si vite & si mal-à-propos. Notre Nation lui auroit fait voir par l'ardeur de son zèle, que quelque brave que soit le Peuple Ecossois, celui d'Angleterre ne lui cède en rien du côté de la valeur, ayant outre cela l'avantage de le surpasser du côté des richesses, de la beauté de ses Provinces, de la bonté de son terroir, & de l'étendue de son commerce. La soumission subite des Ecossois à un Prince qui tire d'eux son origine, avoit-elle de quoi intimider si fort la Nation Angloise, qu'elle fût obligée d'emprunter les bras de ses voisins pour se garantir d'un péril de cette espèce ? N'auroit-elle pas trouvé dans son sein des ressources plus promptes & plus efficaces que des secours étrangers, supposé qu'elle eût vu dans la justice des prétentions du Roi *Georges* des motifs propres à l'animer ? Quoi ! la bravoure de ses Troupes, la supériorité de ses forces, l'abondance de ses richesses, la multitude & les provisions de ses magasins, le nombre & la puissance de ses Flottes, tant d'autres avantages de la nature & de l'industrie, ne suffisoient-ils pas pour rassurer ce Roi ? Avec le cœur de ses Peuples, qu'avoit-il à craindre de la part d'une Nation dont le Pays, lors de l'union des deux Royaumes, n'a été évalué que pour la quatorzième partie de l'Angleterre ; & qui, quant aux subsides, sur un million de livres sterlings, n'a été obligée d'en fournir que vingt-cinq mille ? Tant de motifs de confiance étoient plus que suffisans pour un Prince dont le droit n'auroit point été équivoque.

Combien donc n'est-il point fâcheux pour nous, que ce Prince nous ait fait cet outrage de nous moins estimer que la Nation Ecossoise ; que dis-je, moins même que les Nations étrangères ? Quelles que puissent être les causes d'une si indigne préférence, soit défiance, soit prévention, soit dessein de nous subjuguier, jamais insulte n'a dû être plus sensible à une Nation courageuse. Chacun de ces motifs est une injure caractérisée, qu'il est impossible à des gens de cœur de digérer. Si c'est la méfiance en la bonté de la cause qui l'a porté à fortifier l'invalidité de son droit par l'appui des Troupes étrangères, quel redoublement d'indignation ne doit-ce pas être pour nous, qu'on veuille nous forcer d'obéir à un Prince qui n'aura pas un droit légitime à notre Couronne ? Une pareille violence n'est-elle pas une excuse valable pour tout ce que nous pourrions entreprendre dans la vue de nous en garantir ? Si c'est une prévention injuste contre

la fidélité de la Nation Britannique , quel affront plus sanglant peut-on faire à un Peuple plein d'honneur , que celui de soupçonner sa foi ? Et cette indigne préférence accordée à des étrangers sur les naturels du Pays , comme si l'honneur & la fidélité leur étoient plus en recommandation qu'à nous , ne doit-elle pas nous porter à faire tous nos efforts pour effacer cette tâche imprimée sur notre front ? Si c'est un dessein formel de nous subjuguier , qui oblige le Roi *Georges* à appeller des Etrangers à son secours , souffrirons-nous patiemment les fers qu'on nous montre de si près , & présenterons-nous sans résistance le col au joug qu'on est sur le point de nous imposer ? Enfin si ces trois motifs concourent ensemble aux vûes secrètes du Roi *Georges* , comme il y a grande apparence , notre sensibilité en doit être trois fois plus grande , & nos efforts doivent être proportionnés à l'excès de l'insulte qui nous est faite , & à la violence des maux qu'on nous prépare.

Ces inconvéniens , Monsieur , tout funestes qu'ils sont , ne sont pas les seuls que nous ayons à craindre de la démarche que vient de faire le Roi *Georges* d'appeller à son secours des Armées étrangères. J'en prévois encore un autre dont les suites me paroissent de beaucoup plus terribles. Où enferons-nous en effet , si les Ecoissois , & le Prince auquel ils ont restitué leur Couronne , pour se garantir de l'irruption de ces Troupes étrangères , appellent de leur côté d'autres Etrangers à leur secours ? Non-seulement le cas est très-possible , mais nous avons même une espèce de certitude que cela va se faire , dans le Manifeste que le Prince *Charles-Edouard* vient de publier , & que le Roi *Georges* a crû refuter suffisamment en le faisant brûler par la main du Bourreau , quoique peut-être il n'ait excité par cette indécente procédure , qu'un plus grand desir de le lire. Il nous y est annoncé que ce Prince courageux ne demandoit pas mieux que de décider de la justice de ses prétentions dans un combat selon les loix de la Guerre , & sans interesser les autres Princes dans cette querelle ; mais que puisque le Roi *Georges* cherchoit un appui à sa cause dans des secours étrangers , il étoit obligé à son exemple , & par les motifs d'une juste défense , de procurer à ses Peuples une semblable protection. Ce vaillant Prince étoit louable de vouloir remettre la décision des droits de son Pere au sort des armes , sans l'intervention d'aucune autre Puissance ; mais il ne sçauroit être blâmé de suivre le chemin que son En-

nemi lui a tracé. La conduite de son Compétiteur le justifie, & lui donne le droit d'employer les mêmes moyens dont celui-ci veut faire usage contre lui. Pourquoi en effet seroit-il permis au Roi *Georges* d'armer tout le Nord en sa faveur, sans que la même permission fût accordée à son Rival? Ainsi voilà les plus considérables parties de l'Europe, le Nord & le Midi, qui vont assigner leur champ de bataille dans les plaines de notre Royaume : & de-là quelle funeste désolation pour notre Pays ! Que deviendront pendant ce tems-là nos misérables Habitans, qui devenus tour à tour la proie & la victime des différens Partis, n'auront plus d'autre retraite assurée que celle que la charité des Peuples voisins voudra bien leur accorder? Je ne sçaurois me représenter sans frémir les incendies, les vols, les meurtres, les pillages & les autres excès que la fureur des guerres, & surtout celle des guerres civiles, rend si communs. Tous les désordres imaginables vont se succéder alternativement, chaque parti se faisant une gloire de rencherir sur la barbarie l'un de l'autre. On regardera peut-être ce que je dis là comme une exagération hyperbolique. Mais ceux qui ont eu le malheur d'éprouver la fureur des guerres civiles soutenues par des Troupes étrangères, pourront nous apprendre si ce tableau est outré : témoin la Pologne, qui au commencement de ce siècle a été si long-tems le théâtre de toutes ces calamités. Elle a gémi pendant plusieurs années, & elle gémit peut-être encore des désordres que la barbarie des différens partis y a causés.

Jamais Royaume n'a été exposé à de plus fréquentes guerres civiles que le nôtre. Mais dans toutes ces guerres, une seule bataille, ou deux tout au plus, suffisoient pour terminer la querelle, parce que n'étant point soutenues par des Troupes étrangères, les vaincus se soumettoient, ou faisoient semblant de se soumettre au parti vainqueur : & dès-lors après la punition d'un certain nombre de coupables, ou des Chefs de parti, tout le désordre cessoit, & chaque Province rentroit dans le calme comme auparavant. Il n'en sera pas de même dans le cas présent. Le parti vaincu se fondant sur les secours étrangers & sur les renforts qui lui viendront de tems en tems, n'en sera que plus animé à tirer vengeance de sa défaite ; & par ce moyen la guerre se perpétuera sans cesse, sans espérance d'en voir jamais la fin. Comme notre Isle n'a point des Places fortes pour servir de retraite aux vaincus, ils n'auront d'autre ressource que dans le
saccagement

l'accablement total du pays par où ils s'enfuiront , afin d'ôter au parti victorieux la facilité de la poursuite. Le vainqueur de son côté achevera de ruiner ce qui aura échappé à la désolation de l'autre parti ; & ainsi nos Villes sans défense ne seront plus que les tristes restes d'un grand bucher. Notre Capitale , cette riche & puissante Ville , qui ne connoît qu'une seule rivale , sera successivement la proie de tous les partis , de même que *Prague* vient de l'être depuis peu par un changement continuel de Maîtres.

Voilà , Monsieur , une foible image des malheurs auxquels nous nous attendons. Voilà la funeste obligation que nous avons aux alliances contractées à notre inscû par le Roi *Georges* pour ses intérêts personnels. La crainte d'une révolution l'a engagé à ne consulter que sa propre sûreté , sans s'inquieter de celle de son Peuple. En execution des Traités qu'il a conclus , il a déjà fait venir à son secours un corps de Troupes Hollandoises , & il en sollicite vivement plusieurs autres de toutes parts. Malheureusement pour nous son exemple a été contagieux : ou pour mieux dire , ce sera peut-être un bonheur pour nous , que l'Ecosse menacée d'une inondation de Troupes étrangères , ait marché sur les traces de son Ennemi , plutôt que de se laisser accabler par la multitude destinée contre sa liberté. Peut-être cette sage précaution nous sauvera-t-elle de la servitude dont nous sommes sur le point d'éprouver la rigueur. Quoiqu'il en soit , elle s'est adressée aux Cours de France & d'Espagne pour en obtenir de semblables secours , qu'elle n'auroit jamais pensé à solliciter , si les démarches de son oppresseur ne l'avoit point réduite à cette dure nécessité. Ces deux Cours ne pensoient point non plus à s'immiscer dans nos divisions , quoique la guerre ouverte qu'elles avoient avec le Roi *Georges* eût pû les y autoriser. Contentes d'être simples spectatrices de nos dissensions domestiques , elles les envisageoient comme un de ces événemens qui formoient en leur faveur une agréable diversion. La conduite du Roi *Georges* les a fait sortir de cette espece d'indifference. Son empressement à chercher des secours de toutes parts , leur a fait comprendre qu'il ne leur convenoit pas de laisser accabler une Nation , qui ne s'attiroit la vengeance du Roi *Georges* que pour avoir rendu justice à un Prince qui par les liens du Sang les touchoit de si près. Elles ont donc accordé par nécessité ce qu'elles avoient jusqu'alors refusé par bienséance , quoiqu'elles n'eussent pas besoin d'un Traité pour pouvoir le faire , puisqu'elles y étoient autorisées par le droit

droit de la guerre. Mais elles vouloient nous faire entendre par cette réserve, que la guerre qu'elles soutenoient conjointement contre le Roi *Georges*, ne regardoit point la Nation, à moins qu'elle ne voulût y prendre part par une déference trop aveugle pour les interêts de ce Prince; & que quoiqu'il leur fût permis d'user de toute la rigueur des loix de la Guerre, elles ne vouloient point s'en servir à cet égard, afin que nous n'eussions pas sujet de nous plaindre qu'elles vouloient, malgré nous, nous donner un Roi de leur main.

C'est donc à la démarche du Roi *Georges* que nous devons nous en prendre, si nous voyons dans la suite les Enseignes Françaises & Espagnoles arborées au milieu de nos Villes, après y avoir vu celles de tant de Nations différentes que ce Roi y va faire élever. Nous y verrons celles de ces intrepides Irlandois qui viendront jusques dans nos foyers nous faire retracter cet injuste mépris que nous avons si mal-à-propos conçu depuis long-tems contre eux, & dont ils nous ont fait porter la peine à la Bataille de *Fontenoy*. Peut-être même y verrons-nous celles de ces braves Guerriers, qui ont trouvé l'art d'allier le courage le plus héroïque avec la plus exacte discipline & l'âpreté la plus déterminée pour le butin, & dont le nom seul suffit pour jeter l'épouvante parmi nos Troupes.

Après cette peinture, quoique légère, des malheurs qui nous menacent, ne conviendrez-vous pas, Monsieur, de quelle importance est pour la Nation le *Problème* que j'ai à vous proposer? Le voici sous-divisé en quatre ou cinq propositions, qui formeront autant de questions, sur lesquelles j'attens de votre part une réponse précise, & fondée sur des raisonnemens solides, tels que ceux que vous sçavez employer si à propos, lorsque vous voulez vous donner la peine de traiter à fond une matiere de politique. La question générale est celle-ci: *Quel parti peuvent & doivent prendre les Hollandois & les autres Puissances alliées sur la demande que leur fait le Roi GEORGES d'un secours de Troupes dans les circonstances où se trouve présentement la Nation Britannique?*

Les questions particulieres qui résultent de cette proposition générale, sont les suivantes:

Y a-t-il quelque Traité qui oblige ces Puissances à l'envoi de ce secours dans des conjonctures pareilles à celle-ci?

S'il y a des Traités de cette nature, doit-on les regarder comme contractés avec la Nation Britannique, ou seulement comme personnels au Roi GEORGES?

Dans

Dans la supposition que ces Puissances envoient dans notre Royaume les secours stipulés, de quel œil la Nation Britannique doit-elle regarder ces Troupes étrangères introduites sur ses Terres ?

Les traitera-t-elle comme des Troupes amies, alliées & confederées, destinées uniquement à son secours & à sa délivrance ?

Les regardera-t-elle comme des Troupes qui s'immiscent mal-à-propos, & sans en être priées, dans des affaires qui ne les intéressent pas, & qui ne sont point de leur compétence ?

Ne pourra-t-elle pas même les traiter comme des Ennemis, qui sous un vain prétexte viennent faire irruption sur ses Terres ? Et n'aura-t-elle pas lieu de regarder leur descente comme des actes d'hostilité commis contre la Nation ?

Telles sont, Monsieur, les questions qui résultent du Problème que je vous propose, & sur lesquelles j'attendrai votre réponse avec une impatience proportionnée à leur importance. Je vous prie de me la donner le plus promptement qu'il vous sera possible. Le cas ne sçauroit être plus pressant. Vous sentez trop bien l'intérêt que j'y ai, ainsi que le reste de la Nation, pour me refuser cette grace. Occupé depuis plus de trente ans à embellir ma solitude, j'étois enfin parvenu à en faire un séjour convenable à un Gentilhomme Philosophe. Quel triste revers pour moi, si ces jardins cultivés de mes mains avec tant de soin ; si ces arbres plantés & greffés par moi-même ; si cette maison rustique où je n'ai épargné aucune des commodités qui peuvent en rendre la demeure agréable ; si tout cela venoit à être désolé par des Soldats barbares pour des intérêts auxquels je ne prends aucune part !

*Impius hac tam culta novalia miles habebit !
Barbarns has segetes ? En queis conservimus agros.*

J'ai l'honneur d'être, &c.

A Excester, ce 13 Novembre 1745.

REPONSE

RÉPONSE A LA LETTRE PRECEDENTE,

Contenant la solution du Problème politique.

LEs questions dont vous me demandez, Monsieur, la solution, me paroissent si interessantes pour notre Nation, que j'interromps volontiers la suite de mes Reflexions touchant les droits des illustres Competiteurs de notre Couronne, pour m'appliquer à l'examen d'une matiere si importante. La vûe des malheurs que vous nous faites apprehender, m'a tellement frappé, que plus j'y reflechis, plus je me persuade que ce n'est point sans quelque pernicieux dessein qu'on veut faire venir au milieu de nous une si grande quantité de Soldats de tant de Nations differentes. Quelles que puissent être les intentions du Roi *Georges*, le moindre mal qui puisse en resulter pour la Nation, est la désolation totale de notre Pays. Vous l'avez parfaitement démontré, & je souscris de bon cœur au jugement que vous en avez porté: je me flatte qu'à votre tour vous souscrirez à la solution que vous me demandez, & que je vais vous donner en parcourant toutes vos questions l'une après l'autre, selon l'ordre dans lequel vous les avez rangées.

A l'égard de la premiere proposition, qui consiste à demander *quel parti doivent & peuvent prendre les Hollandois & les autres Princes Alliés du Roi GEORGES, touchant la demande d'un secours de Troupes dans les circonstances présentes*: la réponse en sera courte & simple. Ces Puissances doivent les refuser, & elles y sont indispensablement obligées, à moins qu'elles ne veuillent s'exposer à toute l'indignation des Peuples de la Grande-Bretagne. Une pareille décision vous paroîtra sans doute trop sèche & trop hardie. Hé bien, je consens que vous differiez de l'adopter jusqu'à ce que je l'aye établie sur des preuves solides & convaincantes. C'est ce que je tâcherai de faire le plus succinctement qu'il me sera possible.

Je pose pour principe que les Traités qui subsistent entre le Roi *Georges* & les autres Princes, ne renferment qu'une Alliance purement défensive; parce que les Alliances offensives sont par elles-mêmes si odieuses, & si contraires à la tranquillité des Etats, qu'elles ne doivent jamais avoir lieu que dans des cas extraordinaires,

traordinaires , & lorsqu'on n'a plus d'autre moyen d'obtenir la réparation des griefs dont on se plaint. Ni le Roi *Georges*, ni la Nation Britannique ne se sont point jusqu'à présent trouvés dans le cas d'avoir recours à ces sortes de Traités pour se faire rendre justice. Ainsi ce n'est pas trop hazarder que de dire que les Alliances dont nous parlons , ne peuvent regarder que la défense & la sûreté mutuelle des Parties contractantes. En conséquence des engagements qui résultent des Traités de cette espèce, la Partie attaquée a droit de demander à ses Alliés les secours stipulés dans la Convention. Mais pour être en droit de faire cette demande , il faut que le Prince qui la fait , soit réellement attaqué par un Ennemi étranger & par des forces étrangères. Car si l'attaque vient de la part des Sujets de ce Prince , soit pour le maintien de leurs privilèges, soit pour des griefs d'une nature à n'être pas de la compétence des Princes alliés , ces Princes ne sont plus dans l'obligation de fournir des Troupes à la Partie qui les demande. Pourquoi cela ? Parce que ces engagements ne sont pas moins contractés avec la Nation qu'avec le Prince qui la gouverne. Tout ce que peuvent faire les autres Princes en qualité d'Amis & d'Alliés , c'est d'interposer leur médiation pour assoupir les différends qui divisent les Sujets d'avec leur Souverain. S'ils prennent un autre parti , ils ne doivent plus être regardés que comme les auteurs de la tyrannie , & les instrumens de l'oppression ; & dans ce cas la Nation contre laquelle ils fournissent des Troupes , a un juste sujet de les traiter en ennemis , & de leur déclarer la guerre.

Faisons l'application de ce principe aux circonstances où nous sommes. La Nation Britannique se trouve divisée au sujet de deux Princes, dont l'un revendique la Couronne de ses Ancêtres, & l'autre est possesseur actuel de cette Couronne. Une partie de la Nation a reconnu les droits du Prince légitime, & lui a rendu justice. L'autre partie , ou est encore dans l'indécision , ou se dispose à suivre l'exemple des premiers. Il ne s'agit là-dedans de rien moins que d'une irruption de Troupes étrangères. Le Prince descendu de nos Rois , n'est point venu à main armée pour nous subjuguier. Il s'est présenté seul , sans autre appui que la bonté de sa cause. Il a tâché d'émouvoir la fidélité des Sujets du Roi son Pere , & il y a réussi en partie. Si c'est là une violence , c'est une violence bien douce , & dont je ne crois pas qu'on puisse se plaindre. Entre Particuliers, une pareille contestation donneroit

Suite

C

matiere

matiere à un procès civil. Entre Princes qui n'ont point de Supérieur, ni d'autre Juge que Dieu, le sort des armes seules en peut décider. Mais ces armes ne doivent point être des armes étrangères. C'est du sein même de la Nation qu'elles doivent se tirer. Chaque Particulier prend alors le parti qui lui paroît le plus conforme ou à ses interêts, ou à ses lumieres. Les Princes Etrangers n'ont aucun droit de prendre connoissance de ces divisions pour s'en constituer les Juges. Si c'est au nom de la Nation que le Prince a contracté avec eux, il ne leur est plus permis de se mêler d'une contestation dans laquelle le Peuple est partie contre son Roi, ou pour mieux dire, contre celui qu'elle ne reconnoît plus pour son Roi. Les Troupes qu'ils fourniroient à ce Prince, en vertu de leur Alliance, ne seroient alors employées que contre la Nation, ou du moins contre une partie considerable de la Nation. Or il est visible que ce ne peut jamais avoir été l'intention de la Nation, que les Princes avec qui elle a traité, fournissent des Troupes contre elle-même, ou contre une de ses plus considerables parties.

Je sçai bien que pour justifier cet envoi de Troupes, on ne manquera pas d'alleguer deux prétextes, qu'on voudra faire passer pour des motifs légitimes. Le premier se tirera de la guerre dans laquelle le Roi *Georges* se trouve engagé contre les Couronnes de France & d'Espagne. Le second sera pris des termes mêmes de l'engagement, qui portent que les Princes Alliés fourniront au Roi *Georges* les Troupes auxiliaires stipulées, au cas qu'il s'éleve dans ses Etats quelque faction en faveur du *Prétendant*, dont le but tende à le dépouiller de la possession de sa Couronne. Mais quelque plausibles que paroissent ces prétextes, il ne sera pas difficile de démontrer, en les examinant de près, qu'on ne sçauroit en faire l'application à la question que nous traitons.

Quant au premier motif tiré de la guerre ouverte de la Nation Britannique contre les Couronnes de France & d'Espagne, je ne vois pas que la nature des Alliances qu'on allegue, oblige les Princes Alliés à aucun envoi de Troupes dans notre Royaume, & cela pour deux raisons principales : l'une qu'il n'est pas certain que les Rois de France & d'Espagne soient les agresseurs, & qu'ainsi ils ne sçauroient être compris parmi les Ennemis spécifiés dans une Alliance purement défensive : l'autre que quand même ils seroient les agresseurs, le Roi *Georges* n'est pas dans le cas d'introduire sous ce prétexte des Troupes étrangères dans le Royaume.

Je

Je dis d'abord qu'il n'est pas constant que les Rois de France & d'Espagne soient les agresseurs. A l'égard du Roi d'Espagne, il n'y a aucun doute qu'il ne l'est pas. Il doit même être si peu regardé comme tel, que ce Prince pour éviter tout sujet de rupture avec la Grande-Bretagne, avoit consenti par une convention expresse de réparer les griefs qu'on imputoit à ses Officiers. Pour cet effet il avoit accordé à notre Nation, pour dédommagement des déprédations dont elle se plaignoit, la somme de quatre-vingt-dix mille livres sterling, si je ne me trompe. Mais dans le tems que cette convention commençoit à s'exécuter de bonne foi : dans le tems que tout le monde regardoit ce démêlé comme assoupi & terminé ; dans ce même tems, au grand étonnement de tout le Public, on vit paroître de la part du Roi *Georges* une déclaration de guerre contre l'Espagne, munie de toutes les clauses les plus terribles. Ainsi il est évident par toute la suite des faits, que le Roi d'Espagne, loin d'être l'agresseur, a été au contraire attaqué de la manière du monde la plus injuste.

La question n'est pas tout-à-fait si évidente de la part du Roi de France, parce que la déclaration de guerre de ce Prince a précédé la nôtre de quelques jours, & qu'ordinairement on regarde comme agresseur celui qui déclare le premier la guerre, quoiqu'à proprement parler celui-là seul doive être censé agresseur qui fait les premiers actes d'hostilité, ou celui qui s'est justement attiré la guerre par des insultes marquées & par des attaques inopinées. C'est ce que prétend la Cour de France, en imputant au Roi *Georges* d'avoir sans aucun prétexte légitime fait attaquer par deux fois les Escadres Françaises, & de s'être contenté toutes les deux fois d'apporter pour excuse que c'étoit une méprise, qui avoit fait prendre les Vaisseaux François pour des Vaisseaux Espagnols. Outre ces deux insultes, on accuse le Roi *Georges* d'en avoir fait une troisième encore plus caractérisée ; je veux dire d'avoir fait brûler les Galeres d'Espagne dans un des Ports de France, quoique ce lieu dût être pour elles un azile sacré & respectable. Enfin, comme si ces insultes n'eussent pas été suffisantes pour dénoter la passion qu'avoit le Roi *Georges* d'entrer en guerre contre cette Couronne, ce Prince n'a plus laissé aucun lieu d'en douter, lorsque devenu Général de la Reine de Hongrie, à la tête d'une armée composée de ses propres Troupes Hanoveriennes, des Troupes Angloises, des Hollandaises, & de celles des Princes de l'Empire à la solde de la

Grande-Bretagne , il est venu faire irruption sur les Terres de France , & y a commis les dégâts que la seule guerre peut autoriser. Et en quel tems ce Roi a-t-il fait tous ces actes d'hostilité ? C'est dans le tems que le Roi de France n'étoit en guerre contre aucune Puissance , non pas même contre la Reine de Hongrie , sous le nom de laquelle ce nouveau Général de cette Princesse faisoit toutes ces entreprises. Dans le tems que le Roi de France déclaroit solennellement qu'il ne prétendoit rien de la succession de la Maison d'Autriche : & que s'il prêtoit un corps de Troupes à l'Empereur *Charles VII* , selon les Traités d'alliance qu'il avoit avec la Maison Electorale de Baviere , ce n'étoit uniquement que pour obliger la Reine de Hongrie à entrer en négociation touchant les droits que l'Electeur de Baviere prétendoit avoir sur quelques parties de la succession de la Maison d'Autriche. Dans le tems que cet Empereur vouloit accepter pour arbitres & médiateurs , non-seulement les Etats de l'Empire , mais encore les Provinces-Unies & le Roi *Georges* lui-même. Dans le tems que ce pacifique Empereur venoit de déclarer que pour la tranquillité de l'Empire , il consentoit de renoncer à ses prétentions ; & que pour marquer combien sa proposition étoit sincere , il avoit remercié le Roi de France de ses secours. Dans le tems enfin que le Roi *Georges* lui-même avoit signé une convention pour la neutralité de son Electorat d'Hanovre. C'est , dis-je , dans ce tems-là que ce Prince vint faire cette bravade sur les Terres de France.

Toutes ces circonstances réunies suffisent pour nous faire comprendre , que s'il faut juger des intentions secretes des hommes plutôt par leurs actions que par leurs paroles , on ne peut refuser au Roi *Georges* le titre d'agresseur , quelque antérieure qu'ait été la déclaration de guerre du Roi de France. Mais comme je n'ai pas dessein d'examiner en cet endroit auquel de ces deux Princes on doit imputer la guerre que la Nation Britannique a à soutenir contre la France , & que cette question pourra être traitée plus à propos dans les Lettres suivantes , lorsque je rechercherai les motifs secrets qui ont pu engager le Roi *Georges* à entrer en guerre contre les François , je me contente d'examiner pour le présent , que quand même il seroit vrai que les Rois de France & d'Espagne seroient les agresseurs , on ne pourroit point en inferer que les Princes alliés du Roi *Georges* sont , en vertu de leurs Traités , obligés de lui fournir des Troupes dans les con-

jonctures

jonctures présentes. Je me fonde sur cette raison principale, que les Etats de ce Prince ne sont point attaqués, & ne courent aucun danger de la part de ces Puissances. Toutes les attaques qui peuvent intéresser la Grande-Bretagne se font par mer, sur laquelle le nombre & la force de nos Escadres nous mettent en sûreté, ou du moins ne nous laissent point appréhender d'échec irréparable. Du côté de la terre, les principaux efforts se font sur les Etats de la Reine de Hongrie: ce qui n'intéresse la Nation Britannique qu'indirectement, & ne se trouve point dans le cas spécifié par les Traités d'alliance. Le Roi *Georges* lui-même en est si persuadé, que quoique la guerre contre l'Espagne soit poussée avec vigueur depuis plusieurs années, & celle contre la France depuis environ deux ans, il n'a pas crû devoir recourir à ses Alliés pour les sommer de leur promesse. Ces sortes de Traités renferment toujours des clauses relatives qui les resserrent. Quelqu'indéfinis qu'en soient les termes, ils se rapportent nécessairement au but qu'on s'est proposé. Or quel est-il ce but? C'est sans doute de se garantir mutuellement les Etats que chaque Partie contractante possède dans le tems de ces Traités. Si donc les Princes contre qui on entre en guerre, n'ont aucun dessein de s'agrandir aux dépens de leurs Ennemis: s'ils ne font la guerre que pour obtenir la réparation des torts dont ils se plaignent: s'ils ne forment aucune prétention sur les Etats de leur Ennemi, les Alliés du Prince attaqué n'ont aucun sujet de s'alarmer, & ne sont point tenus en vertu de leurs Traités de fournir leur contingent.

Appliquons cette maxime à la guerre que le Roi *Georges* soutient contre les Rois de France & d'Espagne. Il paroît par toute la conduite de ces Princes, & par toute la suite de leurs entreprises, qu'ils n'ont aucune pensée de démembler quelque partie des Etats de la Grande-Bretagne, ni de s'approprier quelque'un de ses Domaines situés en Europe, qui sont les seuls garantis par les Princes alliés. D'où il s'ensuit que puisque les Etats du Roi *Georges* situés en Europe ne périssent point, les Princes alliés sont quittes de leur garantie, & ne sont plus dans le cas de fournir les Troupes promises par leurs Traités. Ils ont eux-mêmes si bien senti la restriction de leurs engagements, qu'ils ont vû jusqu'ici avec indifférence les différentes opérations des Armées de part & d'autre, & ne se sont pas crus obligés d'entrer dans la querelle, parce qu'ils ont compris que leur promesse ne les obli-

geoit

geoit qu'à la défense des Etats du Roi *Georges* situés en Europe ; lesquels n'étant point attaqués & ne courant aucun danger , ils se sont regardés comme libres de tout engagement. Cela est si vrai , que le Roi *Georges* n'a pas osé alléguer ce motif dans la demande qu'il fait d'un corps de Troupes : il s'est restraint au seul prétexte de l'invasion que vient de faire l'héritier du Roi *Jacques* , & à celui de la prétendue rébellion d'une partie de ses Sujets. J'avoue que c'est là aussi le véritable cas que ses Prédécesseurs & lui-même ont spécifié & ont eu en vûe dans les différens Traités qu'ils ont faits. C'est donc ce motif qui nous reste à examiner : ce que nous nous proposons de faire sous deux points de vûe. Le premier , si les Alliés du Roi *Georges* ont pû légitimement faire de pareils engagements. Le second , si les ayant faits , la Nation Britannique les a approuvés ou rejetés.

Nous avons dit ci-dessus que le Roi *Georges* n'avoit contracté avec les Princes étrangers qu'une alliance purement défensive : que le but de cette alliance ne pouvoit être que la garantie mutuelle de leurs Etats contre une invasion étrangère : que ce n'est pas seulement en leur nom que les Rois font ces sortes d'alliances , mais encore au nom de leurs Sujets , qui y sont autant intéressés qu'eux-mêmes : que si les Peuples sous le nom de leur Souverain sont censés parties contractantes , ils ne peuvent jamais avoir eu dessein de demander du secours contre eux-mêmes , ni des armes pour leur propre destruction. Ces principes sont si sensibles , que ce seroit les affoiblir que de s'amuser à les prouver. Mais n'en résulte-t-il pas que les Alliés du Roi *Georges* ne sont tenus de lui fournir des Troupes que dans le cas d'une invasion à main armée , & à l'aide de Troupes ennemies ? Si donc l'héritier du Roi *Jacques* se présente seul , sans aucune suite même proportionnée à sa naissance : s'il se contente de réclamer sa Couronne , sans autre appui que la bonne volonté des Peuples de la Grande-Bretagne : s'il est appelé par une partie de la Nation , & sur le point d'être reçu avec joye par l'autre partie , qui ne voit que ce n'est pas là le cas exprimé dans les alliances , qui n'ont eu pour but que de défendre la Nation contre la violence des Puissances étrangères qui voudroient lui faire accepter un Roi malgré elle , mais dont l'intention n'a jamais pû être de stipuler contre elle-même des secours qui lui ôtaient la liberté de se choisir les Souverains auxquels ils voudroient obéir ?

On objectera sans doute que selon les Loix de la Grande-Bretagne,

Brétagne, les Rois seuls ont le droit de faire des Traités de paix & d'alliance, aussi-bien que celui de déclarer la guerre à qui bon leur semble, sans le consentement de leurs Sujets : & qu'ainsi en vertu des prérogatives de sa Couronne, le Roi *Georges* a pû faire telles alliances qu'il jugeroit à propos, sans être obligé d'en rendre compte à ses Sujets. On ne conteste point aux Rois ce double privilège de faire la guerre ou la paix sans le consentement de la Nation, non plus que celui de contracter des alliances à son inscû & sans la consulter. Mais aussi on ne sçauroit nier que toutes les fois que les Rois d'Angleterre, en conséquence de leur prérogative, se sont avisés de faire la guerre, ou de conclure des Traités de paix & d'alliance sans la participation de leurs Sujets, ou dans des circonstances qui pouvoient leur porter préjudice, la Nation s'est toujours roidië à leur refuser les subsides nécessaires, jusqu'à ce qu'ils eussent eu égard à ses justes remontrances, & consulté ses véritables intérêts. A plus forte raison la Nation a-t-elle droit de se soulever & de se plaindre, lorsque son Souverain fait des alliances, qui non-seulement sont contre ses intérêts, mais qui tendent encore à la désolation totale du Royaume.

On ne manquera pas d'objecter encore que la Nation Britannique étant divisée en deux partis, dont l'un tient pour le Roi *Georges*, & l'autre favorise l'Héritier du Roi *Jacques*, les Princes étrangers en se déclarant pour le parti du Roi *Georges*, sont censés se déclarer pour la Nation, parce que l'on doit toujours considérer le parti uni au Roi regnant comme le parti de la Nation, l'autre parti ne méritant d'être regardé que comme une faction de rebelles & de mécontents qu'il est de l'intérêt de la Nation de réprimer. Cette objection est plus spécieuse que solide, comme il sera facile de s'en convaincre par la réflexion suivante : c'est qu'il est faux que le parti uni au Roi regnant soit toujours le parti de la Nation. Cela n'est vrai que quand le Roi regnant est le Roi légitime. Car quand ce Roi regnant a un Compétiteur dont les droits sont fondés sur la naissance, & qui ne se trouve exclu que par une faction puissante soutenue des armes étrangères, alors le parti de la Nation est celui qui soutient le parti de la justice & les Loix de l'Etat ; & le parti contraire, quelque nombreux qu'il soit, quoiqu'il soit appuyé de l'autorité de celui qui possède la puissance souveraine, ne peut être regardé que comme une faction de rebelles & de séditeux. C'est ainsi, par exemple, que du
 tems

tems de *Cromwel*, le parti des Cavaliers, comme on les appelloit, c'est-à-dire, le parti qui soutenoit la Loi de la succession à la Couronne en la personne des Princes de la Maison des *Stuarts*, étoit véritablement le parti de la Nation, quoique le plus foible ; tandis que celui de l'Usurpateur ne passoit, non-seulement parmi nous, mais encore chez tous les Peuples de l'Europe, que pour une faction de perfides & de fanatiques, dignes de l'exécration de tout l'Univers. Cependant ce parti de fanatiques étoit le plus nombreux, & outre cela soutenu de la puissance presque royale de l'Usurpateur, qui étoit tellement respecté & considéré par tous les Potentats de l'Europe, qu'ils briguoient à l'envi d'entrer dans son alliance, lors même qu'ils ne pouvoient s'empêcher de le détester.

Voilà un exemple bien sensible qu'il ne faut jamais décider ni par le nombre, ni par la puissance d'un parti, qu'il est celui de la Nation : mais qu'il faut consulter la justice de la cause que défend un parti, pour lui attribuer ce titre honorable. On ne doit jamais faire cette injure à une Nation, de la croire capable de se déclarer pour l'injustice. Lorsque le gros de la Nation semble la favoriser, il faut lui faire la grace de croire qu'elle succombe par force, & qu'elle gémit secrètement de l'oppression. Il suffit qu'un petit nombre reclame en faveur de la vérité, de la justice & des loix fondamentales de l'Etat, pour qu'on puisse regarder ce petit nombre comme le véritable parti de la Nation, qui lui applaudit en secret, & qui déteste intérieurement l'oppression sous laquelle elle gémit par la tyrannie des factieux. C'est ce que nous aurons occasion de démontrer une autre fois plus au long.

Pour le présent contentons-nous de faire l'application de ce principe aux circonstances présentes. Pour cet effet remontons jusqu'au regne du Roi *Jacques II.* Ce Prince étoit incontestablement notre Roi légitime avant l'invasion du Prince d'*Orange*, & par conséquent ceux qui soutenoient son parti, devoient être regardés comme le parti de la Nation, puisqu'à la qualité de Roi regnant il joignoit celle de Roi légitime & d'héritier des droits de sa Maison. Mais si son parti étoit alors celui de la Nation, comment a-t-il cessé de l'être ? Sera-ce l'invasion du Prince d'*Orange* qui lui a fait perdre ce titre ? Mais quoi ! parce qu'une usurpation est suivie d'un heureux succès, en devient-elle plus légitime ? A ce compte, celle de *Cromwel*, si abhorrée de tout le monde,

monde , devoit mériter tous nos éloges ; puisqu'il n'y en a jamais eu qui ait été favorisée d'une plus longue suite de prospérités. Le Prince d'*Orange* n'avoit alors pas plus de droit actuel à notre Couronne , que l'usurpateur *Cromwel* ; ainsi ceux qui se déclarerent pour son invasion , ne pouvoient être regardés que comme une faction de mécontents , lesquels , quand même ils auroient été fondés dans leurs plaintes , prenoient une voye illégitime pour les faire cesser.

Si donc lors de cette invasion , le parti de la Maison Royale des *Stuarts* étoit le parti de la Nation , il n'a jamais cessé de l'être , & il l'est encore aujourd'hui , parce qu'on en doit juger , non par le nombre & la puissance des partis , mais par la justice de la cause qu'ils soutiennent , & par leur attachement aux Loix fondamentales de l'Etat. En France du tems de la Ligue , la rébellion des Peuples avoit gagné presque toutes les parties de l'Etat. Il n'y avoit ni Ville ni Bourg , pour ainsi dire , où ce parti ne fût dominant , tandis que celui du Roi légitime osoit à peine montrer la tête. Voudrions-nous faire cet outrage à la Nation Française , que de lui imputer une révolte presque générale ! Non , ce n'étoit point la Nation qui étoit dans un état de rébellion. C'étoit à la vérité un parti formidable , qui sous de spécieux prétextes , & sur-tout sous celui de Religion , toujours respectable aux Peuples , avoit séduit l'imagination d'une grande partie des Habitans de ce Royaume. Quelqu'étendue , quelque puissante que fût cette furieuse Cabale , on ne devoit point la regarder comme le crime de la Nation , puisqu'elle en gémissoit en secret , mais plutôt comme les effets d'une phrenésie dont les causes étoient inconnues. Dès-lors qu'il y avoit un petit nombre de fidèles Sujets qui combattoient pour la justice & pour la conservation des Loix de l'Etat , ce petit nombre représentoit véritablement la Nation Française , dont les Ligueurs devoient plutôt être regardés comme les ennemis mortels , que comme les membres.

Cette image nous convient admirablement bien , & nous doit être appliquée. Mettant à l'écart tout ce qu'une comparaison peut avoir d'odieux , représentons-nous que *Jacques II.* soit *Henri III.* , & le Duc de *Guise* le Prince d'*Orange* , & nous trouverons que tous les traits se ressemblent si fort , qu'on les prendroit les uns pour les autres. Les Ligueurs avoient soulevé tous les Ordres de l'Etat contre *Henri III.* , en l'accusant de penchant pour

Suite.

D

les

les *Huguenots* ; nos Factieux avoient réussi à donner une fâcheuse impression contre *Jacques II*, en l'accusant d'avoir du penchant pour ceux que nous appellons *Papistes*. Le Duc de *Guise*, à la faveur des troubles, aspirait à la Couronne de France ; le Prince d'*Orange* aspirait à la nôtre, à la faveur de semblables troubles. Ils n'y avoient pas plus de droit l'un que l'autre. Jusques-là tout est égal entr'eux ; & la seule différence qui s'y trouve, est que le Prince d'*Orange* a réussi, & que l'autre a échoué. A cela près, on diroit que l'histoire de l'un est celle de l'autre. Cependant, comme nous rendons cette justice à la Nation Française, de ne pas lui attribuer les égaremens de la Ligue, à cause de ce petit nombre de personnes sensées qui s'en préservèrent, nous demandons pour nous la même justice, qu'on ne nous impute pas le crime de l'invasion du Prince d'*Orange*, sur-tout à cause de ce grand nombre de fidèles Sujets qui l'ont toujours détestée.

Revenons à notre principe. S'il est une fois constant que le parti du Roi *Georges* n'est pas celui de la Nation, n'est-ce pas une conséquence nécessaire, que les Princes qui ont prétendu faire alliance, non avec ce Prince seulement, ou avec son parti, mais plutôt avec le corps de la Nation dont il étoit en quelque sorte le représentant, ne peuvent plus sans injustice fournir des Troupes à leur Allié, lorsqu'il est visible qu'elles ne scauroient être employées que contre la Nation, ou ce qui est la même chose, contre cette partie de la Nation, qui combattant pour la Loi fondamentale de l'Etat, pour la succession héréditaire, doit indubitablement passer pour le corps de la Nation ? Ce n'est point par la force ni par la grandeur du parti qu'il en faut juger : c'est par les motifs & par l'intention. *Princes alliés*, pouvons-nous leur dire, nous sommes deux partis divisés de sentimens & d'intérêts : l'un soutient la Loi la plus sacrée & la plus fondamentale de l'Etat : l'autre veut la détruire. Jugez-nous vous-mêmes. Lequel de ces deux partis vous paroît-il combattre pour la justice & les intérêts de la Patrie ? C'est sans doute le premier. Cela étant, puisque vous vous dites nos alliés, voudriez-vous prêter vos bras & vos épées pour la destruction de notre gouvernement & pour le soutien de l'injustice ?

La Grande-Bretagne n'est pas le seul Etat de l'Europe où la succession à la Couronne ait causé des révolutions. Elles y ont à la vérité été plus fréquentes que chez les autres Peuples. Mais il y en a peu qui en aient été exempts. Cependant parmi le grand nombre d'exemples que l'histoire nous en fournit, nous ne trou-

vons.

vons pas que les Princes étrangers s'en soient mêlés , ni qu'ils soient entrés dans la querelle , lorsqu'elle n'étoit qu'entre les differens membres d'un Etat. Si quelque Prince étranger s'en est mêlé , c'est lorsqu'il étoit en guerre avec quelqu'un des Prétendans , & qu'il cherchoit à lui faire tout le mal permis par les loix de la Guerre. Lorsque le Portugal secoua le joug de l'Espagne pour mettre sur son Trône un Prince de sa Nation , de tous les Etats étrangers il n'y eut que la France qui prit part à la querelle ; encore ne fut-ce pas en vertu de quelque alliance précédente avec la Nation Portugaise , mais parce qu'elle étoit alors en guerre ouverte avec le Roi d'Espagne. Et même lorsque la France eut fait la paix avec ce Roi , elle cessa de fournir , du moins publiquement , des secours aux Portugais , parce que hors le cas de guerre , il ne lui convenoit pas de se mêler d'une contestation qui ne devoit interesser que cette Nation. Ce n'est donc qu'en cas de guerre qu'il est permis d'intervenir en faveur de l'un des Compétiteurs , contre celui avec qui l'on a des démêlés. Or l'Héritier légitime du Roi *Jacques* n'est en guerre avec aucun Prince étranger. Son Pere n'y a jamais été , & lui encore moins. Par quelle raison donc les Princes étrangers , qui n'ont aucun intérêt dans cette contestation , voudroient-ils l'empêcher de remonter sur le Trône de ses Ancêtres ?

Autre exemple plus récent. Lorsque les Moscovites ont jugé à propos de détrôner le jeune Czar *Jean* , pour rendre la Couronne à la Princesse *Elizabeth* , fille de *Pierre* le Grand ; les autres Princes , ceux mêmes qui avoient des alliances avec la Moscovie , ont vû d'un œil indifférent cette subite révolution. Ni la Reine de Hongrie , si proche parente du Czar détrôné , ni le Roi *Georges* , si intime allié de ce jeune Prince , ni le Roi de Pologne , qui avoit de si grandes obligations à sa grand'-tante , ne se sont pas crûs obligés de faire marcher leurs troupes pour le rétablissement de leur Allié. S'ils se sont remués en sa faveur , ce n'a été que par des pratiques sourdes , ménagées par leurs Ministres , & heureusement découvertes avant leur exécution. Le Ministre de la Reine de Hongrie en a été publiquement accusé & convaincu ; & il en auroit été puni sans la généreuse clémence de cette Princesse , qui s'est contentée pour toute satisfaction d'un tour d'adresse imité des fourberies de *Scapin*. Celui du Roi *Georges* a été plus prudent , ou plus heureux ; & quoique le Public l'ait soupçonné d'avoir trempé dans la conjuration ,

il a eu le bonheur ou l'adresse de n'y être point publiquement impliqué.

Quoiqu'il en soit, cet exemple prouve que les Princes étrangers ne sont pas dans l'usage de se mêler de ces sortes de révolutions, qui n'ont pour principe que le changement de volonté de la Nation, quelque forte que soit l'alliance qu'ils ont avec le Prince dépossédé. Quelle a donc dû être notre surprise de voir dans les Nouvelles publiques, que cette Souveraine de toutes les Russies ait fait déclarer au Ministre de France, *qu'elle ne pouvoit voir qu'avec indignation la révolte des Ecoffois ; & que comme cette révolte étoit soutenue par les secours de la France, elle se croyoit obligée, en vertu de son alliance avec le Roi GEORGES, de lui fournir un corps de troupes ?* Rien de plus étonnant que les motifs de cette déclaration, supposé qu'elle soit vraie, ce que j'ai bien de la peine à me persuader. Cette prétendue révolte des Ecoffois n'a rien de plus irrégulier que celle que la Maison de *Brunswick-Volfembuttel* impute à la Princesse *Elizabeth*. Dans celle-ci, cette Princesse s'est crüe bien fondée à revendiquer le Trône de son Pere, sur un Prince du sang des *Czars* à la vérité, mais d'une ligne collaterale plus éloignée. Dans celle des Ecoffois, le cas est le même. C'est un Prince, fils légitime du Roi *Jacques*, qui reclame le Trône de son Pere, sur un Prince étranger, du même sang à la vérité du côté des femmes, mais d'une branche très-éloignée : & s'il y a quelque différence entre ces deux cas, elle est toute en faveur du fils du Roi *Jacques*, puisqu'il est fils unique, & par conséquent seul héritier ; au lieu que la Princesse *Elizabeth* auroit été exclue par le Duc de *Holstein* son neveu, si la représentation avoit lieu dans ses Etats. Il n'est donc pas facile de comprendre quelle peut être la cause de l'indignation de cette Princesse. Comme elle trouveroit mauvais que la Nation Ecoffoise armât en faveur du Prince *Jean*, pour le remettre sur le Trône, elle ne doit pas non plus être surprise si les Ecoffois ne sçauroient trouver bon que la Russie arme pour rétablir le Roi *Georges* dans la possession de leur Couronne.

Nos papiers publics attribuent au Roi de Suede une pareille déclaration, avec cette seule difference que ce Prince y ajoute pour motif l'interêt de la Religion Protestante. Mais il n'est pas aisé de comprendre quel interêt peut prendre la Religion des Suedois à la succession à notre Trône. Notre Religion & la leur
n'ont

n'ont rien de commun. Ils sont Lutheriens ; & dans nos trois Royaumes , parmi une infinité de Sectes , il y a trois Religions principales ; l'Anglicane , la Presbyterienne , & la Catholique. Les Lutheriens qui sont parmi nous , s'il y en a , sont en si petit nombre , qu'ils ne sçauroient faire un Corps dans l'Etat. Ainsi quel péril peut courir , je vous prie , la Religion Lutherienne , qui est celle des Suedois ? A moins qu'ils n'ayent envie de nous dragonner pour nous faire croire la *consubstantiation* ou l'*ubiquité* , je ne vois pas quel intérêt ils peuvent avoir à la conservation de notre Religion. Nous differons si fort d'avec eux de culte , de police ecclesiastique & de sentimens , que si nous avions à changer de Religion , certainement la leur seroit la dernière que nous voudrions embrasser. C'en est assez sur cette matiere. Contenons-nous de faire remarquer à la Nation Suedoise , que si les Princes Etrangers avoient pris parti dans la révolution qui a fait monter sur leur Trône la Famille de *Vasa* , ils gémiroient encore sous l'oppression des Danois. Nos cas sont entierement semblables. *Gustave Vasa* , issu des anciens Rois de Suede , avoit été obligé de se cacher dans les Montagnes de la *Dalecarlie* , pour éviter la tyrannie de *Christierne* , Roi de Danemarc & de Suede. Avec le secours de ces braves *Dalecarliens* , il trouva le moyen de monter sur le Trône de ses Ancêtres , & de le laisser à ses descendans. Le Prince héritier légitime du Roi *Jacques* , s'est de même adressé aux Habitans des Montagnes d'Ecosse , & par leur bravoure il a déjà acquis la Couronne de ce Royaume ; & il espere que secondé de leurs efforts & de ceux de ses fideles Sujets d'Angleterre , il parviendra bien-tôt à celle de notre Royaume. Puisque les Suedois benissent le jour qui les a délivrés de l'oppression , pourquoi nous envieroient-ils le même bonheur ?

De tous ces raisonnemens & de tous ces exemples je tire cette conséquence infaillible , que les Princes Etrangers n'ont aucun droit de se mêler d'une contestation qui ne les interesse point. Leurs Alliances avec le Roi *Georges* ne les obligent à lui fournir des secours qu'au cas qu'il soit attaqué par des Princes Etrangers & par des forces étrangères. La validité des droits des Princes prétendans à notre Couronne n'est point de leur competence. Pourquoi voudroient-ils préjuger la question en se déclarant pour l'un plutôt que pour l'autre ? S'ils étoient en guerre avec le Prince héritier du Roi *Jacques* , ou avec l'Ecosse , ils seroient excusables de vouloir leur nuire autant que les loix de la Guerre le

leur

leur pourroient permettre. Mais qu'en pleine paix, tant avec ce Prince qu'avec la Nation Ecoſſoïſe, auſſi-bien qu'avec la nôtre, ils veuillent nous ôter la liberté de diſpoſer de notre Couronne en faveur de celui qui nous paroîtra y avoir un droit plus légitime, c'eſt ce que la Nation Britannique ne ſçauroit ſouffrir. S'ils ont des Alliances avec le Roi *Georges*, qu'ils les exécutent en garantiffant ſes Etats d'Allemagne, lorsqu'ils ſeront attaqués; à la bonne heure; nous ne nous y oppoſerons pas. Mais qu'ils veuillent nous perſuader que ces Alliances qui doivent être faites avec la Nation, ou en ſon nom, ſuppoſé qu'il y en ait de telles, leur donnent droit de venir opprimer cette même Nation, ou d'en détruire une partie en faveur de l'autre, c'eſt à quoi j'oſe bien leur déclarer qu'ils ne réuſſiront pas. Voilà, Monſieur, pour ce qui regarde votre queſtion générale ſur le parti que doivent prendre les Princes Etrangers dans les conjonctures préſentes, en vertu des Alliances qu'ils ont avec le Roi *Georges*. Je viens à préſent aux queſtions particulières qui en dérivent, & ſur leſquelles je vais faire des réflexions d'une moindre étendue que les précédentes.

Vous demandez donc d'abord ſ'il eſt vrai que les Traités que le Roi *Georges* a faits pour ſe conſerver la poſſeſſion de notre Couronne, *ayent été contractés avec la Nation Britannique, ſi elle les a approuvés, ou ſ'ils ſont perſonnels au Roi GEORGES.* A cet égard, il faut diſtinguer les Traités publics d'avec les ſecrets. Quand à ceux-ci, il eſt hors de doute que la Nation ne les a jamais approuvés, puisqu'elle n'en a eu aucune connoiſſance. Mais pour les Traités publics, il y a un peu plus de difficulté, parce qu'on pourroit croire qu'ayant été faits au vû & au ſcû de la Nation, elle doit être cenſée y avoir conſenti, dès qu'elle ne s'y eſt point oppoſée. Pour pouvoir donc en porter un jugement aſſuré, il eſt néceſſaire de les examiner les uns après les autres; & après les avoir diſcutés, il nous ſera facile de connoiſtre ſi la Nation les a véritablement approuvés, & ſ'ils ſont d'une nature que le Roi *Georges* s'en puiſſe prévaloir pour faire venir dans notre Iſle un ſecours de Troupes étrangères.

Je n'en connoiſ que trois, & tous les trois faits avec les Hollandois. S'il y en a d'autres, ce que je ne crois pas, ils ne peuvent contenir que les mêmes clauſes, & par conſéquent ce que je dirai ſur ceux qui ſont venus à ma connoiſſance, pourra

pourra s'appliquer également à ceux que je ne connois point. Le premier est celui de 1678. avec le Roi *Charles II.* Le second est celui de Barriere en 1709. sous la Reine *Anne*, revû & corrigé en 1712, lors de la Paix d'*Utrecht*. Le troisième est, si je ne me trompe, en 1718. sous le Roi *Georges I.* Pere de celui d'aujourd'hui. Quoique celui-ci soit le dernier, c'est pourtant par lui que je vais commencer, parce qu'il nous tiendra moins long-tems, & qu'il n'a jamais eu son exécution.

Les Parties contractantes dans ce dernier Traité étoient le Roi de France, le Roi *Georges*, & les Etats Généraux. Le but en paroïssoit être le motif d'assurer la Paix d'*Utrecht*. Comme ce Traité se fit pendant la Régence du Duc d'*Orléans*, il n'est pas difficile d'en deviner l'intention. Par le Traité d'*Utrecht* il s'étoit fait une double renonciation. D'un côté, le Roi *Philippe* avoit promis de renoncer pour lui & pour ses descendans à la Couronne de France. De l'autre côté, le Duc d'*Orléans* & les autres Princes de France avoient renoncé à tout droit sur la Couronne d'Espagne : précaution qui avoit été prise pour empêcher la réunion de ces deux Couronnes sur une même tête. On avoit de plus exigé la neutralité des Etats d'Italie jusqu'à la Paix entre l'Empereur & le Roi d'Espagne. Il étoit à craindre que le Ministre d'Espagne n'eût dessein de porter atteinte à ces deux clauses de la Paix d'*Utrecht*. Les préparatifs qu'on faisoit dans ce Royaume, indiquoient quelque entreprise prochaine contre les Etats cedés à l'Empereur en Italie : & que sçait-on jusqu'où le Cardinal *Alberoni* auroit porté ses vûes, s'il avoit une fois réussi du côté d'Italie ? Le puissant Parti dont il s'étoit assuré en France, faisoit apprehender qu'il n'aspirât à procurer la Régence de ce Royaume au Roi *Philippe*. Pour prévenir donc toutes les tentatives du Ministre d'Espagne, les trois Puissances de France, d'Angleterre & de Hollande, signerent un Traité de garantie mutuelle, sous prétexte de maintenir le Traité d'*Utrecht*. On y convint des secours réciproques que chacune de ces Puissances devoit fournir. Après une guerre de courte durée, le Roi d'Espagne ayant donné satisfaction à ces trois Puissances, la Paix fut rétablie, & la triple Alliance devint inutile. Il ne paroît pas du moins qu'on y ait fait aucune attention dans les occasions où on auroit pû la faire valoir. Par exemple, il y a deux ans passés que la Reine de Hongrie tenta de faire irruption sur les Terres de France, pour s'emparer de quelques

quelques Provinces de ce Royaume, qu'elle demandoit pour réparation du dommage causé par les secours accordés à la Maison de Baviere. Elle n'étoit point encore en guerre ouverte avec la France; & la prétention de cette Princesse étoit des plus mal fondées. Ainsi si la triple Alliance de 1718. avoit encore subsisté, le Roi d'Angleterre & les Etats Généraux auroient été obligés, suivant ce Traité, de fournir au Roi de France les secours stipulés. Mais au lieu de se déclarer pour ce Prince, ces deux Puissances fournirent à la Reine de Hongrie leurs Troupes pour l'aider à dépouiller le Roi de France. Une pareille conduite nous prouve invinciblement qu'elles regardoient ce Traité comme annullé, puisqu'elles le violoient si manifestement. Aussi n'a-t-on pas osé l'alléguer dans les circonstances présentes. Il ne paroît même pas que la Nation Britannique y ait pris aucune part, ni qu'elle en ait d'autre connoissance que celle qu'elle en a pû avoir par les Nouvelles publiques.

Elle en prit une bien plus grande à celui de Barriere; mais ce ne fut que pour le rejeter avec indignation. Le fait est curieux, & nous rapproche de la question que nous traitons de l'envoi d'un corps de Troupes étrangères dans le Royaume. Après la rupture des Conférences de *Gertruidenberg*, la Reine *Anne* convint avec les Etats Généraux d'un Traité d'alliance & de garantie mutuelle. Par ce Traité, les Etats Généraux garantissoient la succession à notre Couronne dans la branche protestante de la Maison d'*Hannovre*, & promettoient un corps suffisant de Troupes pour la maintenir. De son côté, la Reine *Anne* garantissoit aux Hollandois une Barriere suffisante composée d'un certain nombre de Villes dont on convenoit dans les Pays-Bas. Ce Traité ayant été produit dans la Chambre des Communes en 1712, y excita un soulèvement presque général, fondé sur ce qu'on avoit exigé un corps de Troupes Hollandoises pour assurer la succession dans la ligne protestante. La Chambre Basse présenta donc une Adresse à la Reine, dans laquelle elle déclara que cette stipulation de Troupes étrangères étoit une atteinte aux libertés de la Nation, qui n'avoit pas besoin de secours étrangers pour maintenir la succession à la Couronne, & à laquelle il paroissoit très-dangereux d'admettre une Armée étrangère dans le Royaume. En conséquence, elle décida que ce Traité de Barriere étoit flétrissant & injurieux pour l'Angleterre; que Mylord *TOSWENSHENT* avoit excédé sa commission en le signant; & que tant
lui

lui que tous ceux qui avoient conseillé la ratification de ce Traité ; étoient ennemis publics du Royaume.

Une si vigoureuse démarche de la Chambre des Communes, applaudie de toute la Nation, mortifia extrêmement les Hollandois. Pour adoucir les esprits des Anglois, ils proposerent un nouveau Traité de Barrière, différent du premier en plusieurs points, & principalement en ce qui regardoit la succession dans la ligne protestante. Il étoit dit dans le premier, que les *Etats Généraux* se rendroient garants de cette succession ; ce qui les mettoit dans l'obligation de s'opposer à tout ce qui s'entreprendroit contre elle, qui que ce fût qui formât l'entreprise. Celui-ci disoit seulement, que les *Etats Généraux* prêteroiient main-forte au maintien de la succession, quand ils en seroient requis par la Reine, & non autrement ; ce qui ne les obligeoit à rien, tant qu'on ne leur demanderoit rien : de sorte que les sujets de défiance augmentèrent par là, dit le Docteur Burnet, dont je tire ce détail ; puisqu'il étoit visible, que si le danger venoit de la part des Ministres, ils n'auroient garde d'en donner avis aux *Etats Généraux*, & d'implorer leur assistance contre eux-mêmes.

La Nation Britannique ayant si manifestement déclaré son opposition à tout envoi de Troupes étrangères dans le Royaume, on ne peut plus douter que tous les Traités où ces secours se trouvent stipulés, n'ayent été faits sans la participation & contre son gré. Ce fut cette opposition des représentans de la Nation qui fit rompre le Traité de Barrière d'une manière si insultante pour les Hollandois. Le seul motif qui porta l'Assemblée du Parlement à une démarche si vigoureuse, fut précisément cette stipulation d'un corps de Troupes, qu'elle regarda comme un moyen infailible d'opprimer la liberté toutes les fois qu'il prendroit envie aux Ministres & au Souverain d'en faire usage. Cette disposition de la Nation n'a jamais changé : aussi s'est-on bien donné de garde de la consulter toutes les fois qu'on a voulu faire de pareils Traités. Celui de la Barrière en particulier a été si universellement détesté, qu'il n'a jamais eu son exécution. Les Hollandois eux-mêmes l'ont si bien regardé comme annullé, qu'après l'avoir fait changer dans des clauses essentielles, ils n'ont pas même osé se prévaloir du second Traité de Barrière, tout mitigé qu'il étoit. Du moins n'est-ce pas ce Traité qu'ils ont allegué pour justifier l'envoi d'un corps de leurs Troupes au secours du Roi Georges. S'il en faut croire un Mémoire qu'on leur attribue dans nos Papiers publics, ils se sont retranchés

Suite.

E

2

à celui de 1678 ; & c'est celui qu'il nous reste à examiner.

Ce seroit une chose fort plaisante, Monsieur, s'il se trouvoit que ce Traité sur lequel les Hollandois se fondent pour envoyer un secours de Troupes au Roi *Georges*, les obligent au contraire à en fournir au Prince héritier du Roi *Jacques* contre ce même Roi *George*. Vous ne croyez pas que cela soit possible. Cependant rien n'est plus certain, si ce Traité subsiste & qu'ils ne l'aient pas eux-mêmes annulé par une violation des plus manifestes. C'est ce que je vais vous prouver démonstrativement par un récit succinct des circonstances de ce Traité. En 1672. le Roi *Charles II.* notre Souverain étoit entré en guerre conjointement avec le Roi de France contre les Provinces-Unies. Une intrigue de Cour l'obligea à faire une paix séparée à l'insçu de la France. Pour réparer en quelque sorte sa foiblesse, il se porta pour médiateur, & la médiation ayant été acceptée, il parvint à faire conclure un Traité de paix à *Nimegue*, par lequel la France devoit restituer à l'Espagne un certain nombre de Villes. Le Roi de France, avant que de faire cette restitution, prétendit qu'on devoit rendre à la Suede ce qu'elle avoit perdu pendant le cours de cette guerre, & refusa de délivrer sa ratification jusqu'à ce qu'on eût fait raison à son Allié. La même intrigue de Cour qui avoit engagé le Roi *Charles II.* à faire une paix particulière, le porta encore à menacer la France de se joindre aux Hollandois, si son Roi refusoit plus long-tems sa ratification. La difficulté fut levée par le consentement que donna le Roi de Suede à ladite ratification avant que d'être rétabli dans ses Etats. Ce fut donc pendant cet intervalle de contestation que les Ministres du Roi *Charles* lui firent entendre que pour se mettre à couvert du ressentiment du Roi de France, il lui étoit indispensable de s'allier avec les Etats Généraux, dont les forces réunies aux siennes seroient suffisantes pour faire tête à la puissance de la France. Ce Prince foible y donna les mains ; & telle fut l'occasion de ce Traité, qui, comme on voit, n'avoit pour but que de se garantir des attaques de la France, en cas que l'Angleterre vînt à entrer en guerre contre cette Couronne.

Il y a tout lieu de croire que le différend qui servoit de prétexte à cette Alliance étant accommodé, ce Traité se trouvoit par cela même caduc & de nul effet. Cela paroît par la conduite des deux Cours de France & d'Angleterre, qui vécurent dans la suite avec la même bonne intelligence qu'auparavant.

Cependant,

Cependant, puisque les Hollandois jugent à propos de faire revivre ce Traité, il est juste d'entrer dans leurs vûes, & de leur accorder qu'il subsiste encore, puisqu'ils le veulent ainsi. Mais en leur témoignant cette complaisance, je n'aurai pas celle de convenir que ce Traité les oblige à fournir des Troupes au Roi *Georges*. J'en tire au contraire une conséquence toute contraire, & je prétens que c'est au Prince Fils du Roi *Jacques* qu'ils doivent ce secours : & voici mon raisonnement. Quel étoit le Prince avec qui les Hollandois traitèrent en 1678 ? C'étoit *Charles II.* frere de *Jacques II.* Ce Prince, en exigeant des Hollandois un corps de Troupes, a sans doute prétendu qu'il fût employé à sa défense & à celle de ses légitimes successeurs. Tout homme qui traite, traite toujours pour soi & pour ses héritiers légitimes, lorsque son Traité doit subsister après sa mort. Or l'héritier légitime du Roi *Charles* a été sans contredit le Roi *Jacques II.*, comme l'héritier légitime du Roi *Jacques* est le Prince qui revendique notre Couronne. En supposant donc la subsistance du Traité de 1678, le secours de Troupes stipulé n'a dû & n'a pû être employé qu'à la défense du Roi *Charles* & de ses successeurs légitimes. Car il seroit extravagant de s'imaginer que ce Prince eût eu intention d'exiger un secours de Troupes contre lui-même & contre ses héritiers légitimes.

Telle étant donc l'intention des Parties contractantes, voyons le cas que les Hollandois ont fait de leurs engagemens. En 1688, dix ans après le Traité en question, le Prince d'*Orange* tenta l'invasion de notre Royaume. Dans cette conjoncture les Hollandois, en qualité de fideles alliés, auroient dû offrir au Roi *Jacques*, héritier légitime du Roi *Charles* son frere, le secours de Troupes promis dans l'alliance de 1678. Le firent-ils ? Tant s'en faut, qu'au contraire ils fournirent ces mêmes Troupes au Prince d'*Orange* pour l'aider à détrôner son oncle & son beau-pere. Et c'est ainsi que cette Nation, qui se pique d'une si exacte bonne-foi, se joue de ses Traités, lorsqu'ils ne s'accordent pas avec ses intérêts présens. Si les Hollandois avoient prétendu que ce Traité ne subsistoit plus, parce que le motif qui l'avoit occasionné a cessé, il n'y auroit rien à dire. Mais prétendre faire revivre ce Traité après l'avoir si manifestement violé, c'est se moquer du Public, & se deshonorcr gratuitement. Sur quoi je vous prie de me permettre de leur faire ce dilème. *Vous dites que c'est en vertu de ce Traité de 1678. que vous êtes obligés de four-*
nir

nir des Troupes au Roi GEORGES. Ou ce Traité subsiste encore, ou il ne subsiste plus. S'il subsiste, vous êtes obligés de fournir des Troupes, non pas au Roi GEORGES, mais à son Compétiteur, puisque telle a été l'intention des Parties contractantes. S'il ne subsiste plus, pourquoi l'alléguez-vous comme un motif propre à justifier votre conduite?

Ce que je viens de dire sur les différens Traités qui lient les Princes étrangers au Roi Georges, ne doit-il pas vous paroître suffisant pour prouver que ces Traités, quels qu'ils soient, ou ne subsistent plus; ou s'ils subsistent, qu'ils ne sont pas obligatoires dans les conjonctures où nous nous trouvons? Ceux qui ont été faits avec les Hollandois, qui sont sans doute les plus forts, ne sçauroient avoir aucune application au cas où nous sommes. Celui de la triple alliance ne subsiste plus de leur propre aveu. Celui de Barriere a été rejeté avec indignation par les Peuples de la Grande-Bretagne. Celui de 1678. est entièrement caduc; ou s'il subsiste, il ne peut être qu'en faveur de la postérité du Roi Jacques. On peut faire les mêmes raisonnemens sur tous les autres dont le Roi Georges voudroit se prévaloir. S'ils ont été faits à l'insçu de la Nation, elle ne sçauroit les approuver; & non-seulement elle ne sçauroit les approuver, mais encore elle doit les détester avec horreur, supposé qu'ils renferment la clause d'un envoi de Troupes. Et cela me conduit naturellement à la solution de toutes vos autres questions. *De quel œil, dites-vous, la Nation doit-elle regarder ce secours de Troupes?* Elle doit le regarder avec la même détestation qu'en 1712, & avec une plus grande horreur encore, parce qu'alors le péril étoit éloigné, & que ce n'étoit qu'une sage précaution pour l'avenir: au lieu qu'aujourd'hui le danger est présent; & si la Nation ne s'évertue, il est à craindre qu'elle ne puisse jamais se retirer du précipice dans lequel elle va se jeter.

Que faire donc, & comment traiter ces Troupes destinées au secours du Roi Georges? Il faut les traiter comme les Polonois traitoient les Moscovites envoyés au secours du Roi Auguste, lorsqu'ils tomboient entre leurs mains; comme des ennemis irréconciliables, & des perturbateurs du repos public. La peinture naturelle des maux qui nous menacent de leur part, nous y engage nécessairement. Si nous en étions quittes pour la désolation de notre Pays & la perte de nos richesses, nous pourrions nous consoler. Mais cette liberté précieuse, pour laquelle nous avons si long-tems combattu, que deviendra-t-elle, s'il prend envie

au Roi *Georges* de nous la ravir ? Serons-nous en état de lui résister ? Et que nous reste-t-il qu'à nous préparer aux cordons des muets au moindre signe de tête de ce Roi devenu despotique ? Il est encore tems de prévenir le coup , s'il coule dans nos veines quelques gouttes de ce sang généreux que nos Ancêtres nous ont transmis. L'exemple que la Nation Écossaise vient de nous donner d'une vigoureuse résistance pour se tirer de l'oppression , doit faire une vive impression sur nous. Imitons-le avec un courage qui égale celui de cette vaillante Nation. Il dépend encore de nous de prévenir notre servitude. Tendons les bras au jeune Héros qui vient pour nous délivrer. La Victoire qui marche sur ses pas , nous mettra à couvert des funestes desseins tramés contre notre liberté. Si nous permettons une fois que ces Troupes étrangères soient introduites , il ne nous sera possible de nous en débarrasser que quand le Roi *Georges* n'en aura plus affaire , & certainement il en aura affaire long-tems. Combien la condition des Écossais est-elle préférable à la nôtre ! Les Troupes qu'ils font venir à leur secours , bien loin de leur être à charge , y apporteront les richesses & l'abondance. Ils n'ont point à craindre qu'elles prêtent leur ministère pour les subjuguier , puisqu'elles viennent pour leur délivrance. La guerre finie , ils n'ont pas sujet de craindre qu'elles cherchent à perpétuer leur séjour dans leur stérile Pays. Elles retourneront avec plaisir dans ces climats heureux qu'elles auront quitté pour leur rendre service. Plût à Dieu que nous pussions nous flatter d'une pareille espérance ! Mais je n'y vois point de jour , & la seule crainte de nos maux à venir me cause un saisissement qui m'oblige de quitter la plume. Je suis Monsieur , &c.

A Londres , ce 23 Novembre 1745.



au Roi George de nous la ravir. Serons-nous en état de lui résister? Et que nous reste-t-il d'autre nous préparer aux cordons des mœurs au moindre signe de révolte de ce Roi devenu despotique? Il est encore temps de prévenir le coup, s'il coule dans nos veines quelques gouttes de ce sang généreux que nos Ancêtres nous ont transmis. L'exemple que la Nation écossaise vient de nous donner d'une vigoureuse résistance pour le titre de l'oppression, doit faire une vive impression sur nous. Intéressons-le avec un courage qui est celui de notre vaillante Nation. Il dépend encore de nous de prévenir notre déclin. Tendons les bras au jeune Héros qui vient pour nous délivrer. La Victoire qui marche sur ses pas, nous mettra à couvert des fureurs desseinées contre notre liberté. Si nous permettons une loi qui ces troupes étrangères soient introduites, si ne nous les possédons de nous en débarrasser que quand le Roi George n'en aura plus affaire, &c certainement il en aura assez longtemps. Comptez la condition des Ecossais est-elle préférable à la nôtre! Les troupes qui sont venues à leur secours, bien loin de leur être à charge, y apportent les richesses & l'abondance. Ils n'ont point à craindre qu'ils fassent leur malheur pour les subsister, puisqu'ils viennent pour leur délivrance. La guerre même, ils n'ont pas sujet de craindre qu'elle leur enlève à perdre leur liberté dans leur chère Patrie. Elles ne s'occupent avec plaisir dans ces combats héroïques qu'elles ont entrepris pour leur liberté. Puisse à Dieu que nous passions nous flatter d'une pareille espérance! Mais je n'y vois point de jour, & la seule crainte de nos maux à venir me cause un saisissement qui m'oblige de quitter la plume. Je suis Monsieur, &c.

A Londres, ce 27 Novembre 1745.